

## Victoire à la Pyrhus et après

*par Atilio Boron*  
27/10/2014

Victoire difficile et angoissante de Dilma dans le ballottage d'hier, la plus étroite jamais vue dans l'histoire brésilienne, comme le notent plusieurs journaux dans leurs unes. Dans le ballottage de 2006 Lula vainquit le candidat du PSDB Geraldo Alckmin par une différence de plus de 20 points, 61 à 39%. En 2010 Dilma fit fléchir José Serra, également social-démocrate, au second tour par une différence de 12 points : 58 vs 44%. Hier, elle a vaincu Aécio par une marge d'à peine 3 points : 51,6 à 48,4%. Angoissante et incertaine pas tant à cause de la faible différence par laquelle elle l'emporta sur son rival, mais à cause des 3 semaines agoniques de campagne où, par moments, le PT semblait condamné à entreprendre un humiliant retour à la modestie après douze ans de gouvernement. Et si ceci fut sur le point de se produire ce fut plus à cause de ses propres erreurs que des mérites de son très conservateur opposant.

Comme nous l'avons signalé en de multiples occasions, les peuples préfèrent l'original à la copie. Et si le PT fit sien – dans ses grandes lignes, bien que pas en totalité – le programme néolibéral de la droite brésilienne personne ne peut s'étonner que dans une conjoncture aussi compliquée qu'aujourd'hui, un secteur significatif de la population ait manifesté sa préférence pour Aécio. Il est vrai qu'il y eut quelques hérédodoxies dans l'application de cette recette, dont la plus importante fut la création du programme Bolsa Familia. Mais en ce qui concerne les orientations économiques fondamentales la continuité de la tyrannie du capital financier et son corollaire, la phénoménale dette publique du gouvernement fédéral, jointe au rachitisme de l'investissement social (environ un dixième des intérêts de la dette publique payés aux banquiers!), la dépolitisation délibérée et la démobilisation populaire qui ont caractérisé la gestion du PT depuis ses débuts plus le retard dans le combat contre les inégalités et pour s'occuper de problèmes comme le transport public – parmi tant d'autres – qui affectent le bien-être des classes et couches populaires (en particulier ses groupes les plus vulnérables comme les afrobrésiliens, les marginaux de la ville et de la campagne, la jeunesse) finirent par pousser le PT au bord d'une défaite catastrophique. Contrairement à ce que prétendent certains de ses publicistes le « posneoliberalisme » ne s'est pas encore manifesté au Planalto [palais du gouvernement].

Le soulagement dû au verdict des urnes hier sera de courte durée. Quatre années très dures attendent Dilma, et on peut en dire tout autant pour Lula, son seul successeur possible (au moins jusqu'à aujourd'hui). Une des leçons les plus exemplaires de la vérité contenue dans les œuvres de Machiavel est lorsqu'il disait que quelles que soient les concessions qu'on leur fasse les riches et puissants ne cesseront jamais de penser que le gouvernant est un intrus qui s'immisce dans leurs affaires et dans la jouissance de leurs biens. Ils sont, disait le florentin, insatiables, éternellement insatisfaits et toujours enclins à la conspiration et à la sédition.

La terrible offensive de déstabilisation lancée au cours des trois dernières semaines par les capitalistes brésiliens depuis la Bourse de Sao Paulo, par le capital financier international (ne pas oublier les harangues de *The Economist*, et du *Wall Street Journal*, entre autres) et la puissante artillerie médiatique de la droite brésilienne (réseau O Globo, Folha, O Estado de Sao Paulo et revue Veja, principalement) est instructive et démontre les erreurs dans lesquelles tombe un gouvernement qui pense qu'en cédant à leurs demandes il parviendra à la fin par compter sinon sur la loyauté du moins sur la tolérance des puissants.

Dilma court le risque d'être harcelée par des rivaux dont l'extrême belligérance fut patente durant la campagne électorale et qui ne paraissent guère disposés à attendre quatre ans de plus pour arriver au pouvoir. De ce fait l'hypothèse d'un « coup d'état institutionnel », pour aussi peu probable qu'elle

soit, ne devrait pas être écartée a priori, de même que le déchaînement d'une féroce offensive de déstabilisation visant à mettre fin à la « dictature » pétiste qui, d'après la droite cavernicole réunie au Club Militaire, est en train de « soviétiser » le Brésil.

Ce qui s'est produit avec José Manuel Zelaya au Honduras et Fernando Lugo au Paraguay devrait convaincre les sceptiques de l'impatience des capitalistes locaux et de leurs mentors nord-américains de prendre d'assaut le pouvoir si les circonstances s'y prêtent. Pour ne pas succomber face à ces grands facteurs de pouvoir il faut, en premier lieu, reconstruire d'urgence le mouvement populaire démobilisé, désorganisé et démoralisé par le PT, quelque chose qu'il ne pourra faire sans une réorientation du cap gouvernemental qui redéfinisse le modèle économique, supprime les irritants privilèges du capital et fasse en sorte que les classes et couches populaires perçoivent que le gouvernement veut aller au-delà d'un programme d'assistanat et se propose de modifier à la source la structure économique et sociale injuste du Brésil.

En second lieu, lutter pour conduire une authentique réforme politique qui fortifie réellement les masses populaires et ouvre la voie longuement différée d'une profonde démocratisation. Le Congrès brésilien est un piège pervers dominé par l'agronégoce et les oligarchies locales (253 membres du Front Parlementaire de l'Agro-Industrie, qui traverse tous les partis, sur un total de 513) produit par la faible impulsion de la réforme agraire en douze ans de gouvernement pétiste et des interminables pirouettes politiques qu'il dut faire pour obtenir une majorité parlementaire qui ne se dénoue que depuis la rue, jamais depuis les enceintes du pouvoir législatif. Mais pour que le peuple assume son rôle principal et que fleurissent les mouvements sociaux et les forces politiques qui motorisent le changement – qui ne viendra certainement pas « d'en haut » - il est nécessaire de prendre des décisions qui effectivement les renforcent. En conséquence, une réforme politique est une nécessité vitale pour la gouvernance de la nouvelle période, introduisant des institutions telles que l'initiative populaire et le référendum révocatoire qui permettront, si le peuple s'organise et prend conscience, de mettre un frein à la dictature de caciques et de colonels qui font du Congrès un bastion de la réaction.

Cela sera-t-il la trajectoire d'action que suivra Dilma ? Cela paraît peu probable, sauf si l'irruption d'une dynamique renouvelée des masses précipitée par l'aggravation de la crise générale du capitalisme et en réponse à l'offensive de la droite (discrètement mais résolument appuyée par Washington) modifie profondément la propension de l'état brésilien à gérer les questions publiques en tournant le dos à son peuple. Ceci est une vieille tradition politique, d'origine profondément oligarchique, qui procède de l'époque de l'empire, s'est poursuivie au dix-neuvième siècle, et s'est maintenue avec de légères variantes et des commotions sporadiques jusqu'à aujourd'hui.

Pour garantir la gouvernance de ce nouveau mandat du PT, rien ne pourrait être plus nécessaire que la vigoureuse irruption de ce qu'Alvaro Garcia Linera appelle la « puissance plébeienne », endormie depuis des décennies sans que le pétisme ait osé la réveiller. Sans ce protagonisme massif des masses dans l'état celui-ci restera prisonnier des pouvoirs factices traditionnels qui régissent les destinées du Brésil depuis des temps immémoriaux. Et la conséquence serait désastreuse non seulement pour ce pays mais aussi pour toute Notre Amérique parce que tant Aécio que le bloc social et politique qu'il représente ne baisseront pas les bras et ne reculeront pas dans leur acharnement à « découpler » le Brésil de l'Amérique Latine, à liquider l'UNASUR et la CELAC, promouvoir le Traité de Libre Echange avec les Etats-Unis et l'Europe et l'entrée au sein de l'Alliance du Pacifique, et à ériger un « cordon sanitaire » qui isole Cuba, la Bolivie, l'Equateur et le Venezuela des autres pays de la région.

**Dr Atilio Boron**, directeur du Centre Culturel de Coopération Floreal Gorini (PLED), Buenos Aires, Argentina. Prix Libertador de la Pensée Critique 2013. <http://www.atilioboron.com.ar/>